

Adresse de l'autorité de conciliation ou du tribunal :

Requête d'assistance judiciaire¹
Art. 119 CPC

Requérant(e)	Conjoint(e) ; partenaire enregistré(e)
Nom :	Nom :
Prénom :	Prénom :
Rue :	Rue :
NPA ; lieu :	NPA ; lieu :
Date de naissance :	Date de naissance :
Lieu d'origine / nationalité :	Lieu d'origine / nationalité :
Profession :	Profession :
N° de téléphone :	N° de téléphone :
Employeur :	Employeur :
Etat civil : <input type="checkbox"/> célibataire <input type="checkbox"/> marié(e) <input type="checkbox"/> veuf/veuve <input type="checkbox"/> séparé(e) <input type="checkbox"/> divorcé(e) <input type="checkbox"/> partenaire enregistré	
Traduction nécessaire ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Langue :	

Enfants vivant dans le ménage			
Nom et prénom	Date de naissance	Profession ou activité	Employeur

Autres personnes vivant dans le ménage			
Nom et prénom	Date de naissance	Profession ou activité	Employeur

Conclusions au fond² :

Motivation des conclusions au fond³ :

Assistance judiciaire :

Le requérant a-t-il besoin d'un avocat ?

oui

non

Si oui, pour quelles raisons ?

Avocat souhaité :

Protection juridique :

Le requérant bénéficie-t-il d'une protection juridique totale ou partielle de la part de tiers (assurance protection juridique, association professionnelle, syndicat, etc.) ?

oui

non

Si oui, de la part de qui et de quelle ampleur ?

Aide sociale :

Le requérant bénéficie-t-il de l'aide sociale ?

oui

non

Fortune			
Eléments de la fortune	Désignation	Requérant(e)	Partenaire
Comptes courants et d'épargne, titres		Fr.	Fr.
		Fr.	Fr.
		Fr.	Fr.
Argent liquide		Fr.	Fr.
Biens-fonds, maison, logement en propriété (valeur vénale)		Fr.	Fr.
		Fr.	Fr.
		Fr.	Fr.
Véhicule (valeur actuelle) marque, type, année kilométrage prix d'achat		Fr.	Fr.
		km	km
		Fr.	Fr.
Assurance-vie (valeur de rachat)		Fr.	Fr.
		Fr.	Fr.
Autres éléments de la fortune		Fr.	Fr.
		Fr.	Fr.
		Fr.	Fr.
Parts (entreprise, communauté d'héritiers, etc.)		Fr.	Fr.
		Fr.	Fr.
Total de la fortune		Fr.	Fr.

Dettes			
Type de dette	Requérant(e)	Partenaire	
Crédit, prêt (montant actuel de la dette)	créancier : _____	créancier : _____	
	montant : Fr. _____	montant : Fr. _____	
	créancier : _____	créancier : _____	
	montant : Fr. _____	montant : Fr. _____	
	total Fr. _____	total Fr. _____	
Arriérés d'impôts. Impôt cantonal, communal et fédéral direct (par an)	année : _____	année : _____	
	montant : Fr. _____	montant : Fr. _____	
	année : _____	année : _____	
	montant : Fr. _____	montant : Fr. _____	
	année : _____	année : _____	
	montant : Fr. _____	montant : Fr. _____	
Gage immobilier	Fr. _____	Fr. _____	
Autres dettes	Fr. _____	Fr. _____	
	Fr. _____	Fr. _____	

Total dettes	Fr.	Fr.
--------------	-----	-----

Dépenses (par mois)		
Poste de dépense	Requérant(e)	Partenaire
Loyer, charges comprises	Fr.	Fr.
Intérêts hypothécaires, frais accessoires compris	Fr.	Fr.
Primes d'assurance-maladie, après déduction de subsides		
Assurance ménage/RC	Fr.	Fr.
Primes d'assurance vie	Fr.	Fr.
Autres primes d'assurance	Fr.	Fr.
Frais médicaux non couverts	Fr.	Fr.
Cotisations sociales non déduites du salaire	Fr.	Fr.
Abonnement transports publics	Fr.	Fr.
Frais des déplacements en voiture vers lieu de travail	Fr.	Fr.
Repas pris à l'extérieur (s'ils excèdent Fr. 10.—)	nombre de repas Fr.	nombre de repas Fr.
Formation continue	Fr.	Fr.
Formation des enfants	Fr.	Fr.
Prise en charge extrafamiliale des enfants	Fr.	Fr.
Contributions d'entretien	Fr.	Fr.
Intérêts pour dette	Fr.	Fr.
Amortissement de dette	Fr.	Fr.
Impôts (Confédération, canton, commune)	Fr.	Fr.
Autres dépenses	Fr.	Fr.
	Fr.	Fr.
	Fr.	Fr.
Total dépenses par mois	Fr.	Fr.

Grosses dépenses prévues⁴

Revenu (par mois)		
Eléments du revenu	Requérant(e)	Partenaire
Salaire net, pension	Fr.	Fr.
Revenu accessoire	Fr.	Fr.
Rentes (AVS, AI, PC etc.)	Fr.	Fr.
Indemnités de l'assurance-chômage	Fr.	Fr.
Contributions d'entretien/ contributions pour personnes à charge	personnelle Fr.	Fr.
	enfants Fr.	Fr.
Total allocations enfants	Fr.	Fr.
Contributions des enfants au ménage	Fr.	Fr.
Rendement de la fortune	Fr.	Fr.
Autres revenus (par ex. sous-location)	Fr.	Fr.
Total revenu par mois	Fr.	Fr.

Le requérant / la requérante déclare que les données ci-dessus sont véridiques et complètes.

Date

Signature

Annexes⁵ :

- attestation des services fiscaux
- attestation des services de l'aide sociale (le cas échéant)
- certificat de salaire de l'année précédente
- les trois derniers décomptes de salaire
- contrat de bail
- attestation de prime d'assurance-maladie
- attestation d'assurance ménage / RC
- extraits des comptes postaux et bancaires
- autres titres attestant de la situation financière du requérant :

Attestation du service fiscal de la commune de domicile

(en cas de changement de domicile au cours de l'année précédente, l'attestation doit être délivrée par l'ancienne commune de domicile)

Nom et adresse du requérant :

Revenu imposable selon la dernière décision de taxation

Année : Fr. _____

Fortune imposable selon la dernière décision de taxation

Année : Fr. _____

Le requérant ou sa famille ont-ils régulièrement payé leurs impôts jusqu'à présent ?

oui

non

Arriérés d'impôts :

Année _____

_____ Fr. _____

_____ Fr. _____

Somme approximative que le requérant devrait payer l'année prochaine à titre d'impôts directs (commune, canton, Confédération) :

Fr. _____

Date :

Timbre:

Signature du service fiscal ou de la chancellerie
communale :

¹ La requête peut être adressée au tribunal ou à l'autorité de conciliation sous forme d'un document papier ou électronique. Si les actes et les annexes sont adressés sur papier, un exemplaire doit être transmis au tribunal ou à l'autorité et un à chaque partie adverse. Les documents adressés sous forme électronique doivent être certifiés par la signature électronique reconnue de l'expéditeur (art. 130 et 131 CPC).

Le requérant auquel est accordé l'assistance judiciaire est tenu de la rembourser dès qu'il est en mesure de le faire (art. 123 CPC).

- ² La demande doit contenir les conclusions au fond : que veut le demandeur du défendeur dans le procès ? Par ex. : « Le demandeur requiert que le défendeur soit condamné à lui verser Fr. 3'000.--, plus intérêts à 5 % à partir du 1.1. 2011.»
- ³ Indiquer, de manière compréhensible et ordonnée, les raisons principales pour lesquelles les conclusions au fond ne sont pas dépourvues de toute chance de succès. Les moyens de preuve correspondants (notamment des titres) sont indiqués pour chaque fait.
- ⁴ Dépenses extraordinaires prévues telles que les frais médicaux et dentaires, les médicaments, une naissance, un déménagement ou la prise en charge de membres de la famille.
- ⁵ Tout document permettant d'établir la situation financière du requérant doit être joint. Les revenus sont justifiés par un certificat de salaire ou les comptes d'entreprise ou, au besoin, par des extraits de compte bancaire ou postal. Tant l'existence (par ex. à l'aide de contrats, d'attestations, de factures) que le paiement régulier (quittances) des dépenses indiquées (loyers, primes d'assurance, contribution d'entretien, impôts, mensualités de remboursement de crédit, etc.) doivent être établis. Le solde de tous les comptes bancaires ou postaux doit être attesté. Les annexes doivent être numérotées et leur liste doit être jointe.